

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 69 - juin 2012 - 4,50 €*

Hommage

Raymond Aubrac

Toute une vie d'engagements

IL Y A SOIXANTE-DIX ANS QUELQUES DATES POUR SE SOUVENIR.

Dans cette rubrique, initiée en mars 2011, nous poursuivrons, pendant toute la durée du 70^e anniversaire, l'évocation des grands événements ayant marqué la Résistance intérieure de 1941 à 1945. Cette chronologie n'a bien sûr rien d'exhaustif et n'a pour seule ambition que de rappeler quelques grandes dates jalonnant son histoire.

– Troisième trimestre 1942 –

14 juillet

Des manifestations patriotiques se déroulent dans les principales villes de la zone Sud, à l'appel des grands mouvements de Résistance et de la BBC : Lyon, Marseille, Toulouse, Grenoble, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand, ... Suivant les consignes, des cortèges déambulent dans les artères principales en arborant les trois couleurs, chantent *La Marseillaise* et déposent des fleurs aux pieds des monuments publics ; les manifestants conspuent Laval et crient « Vive de Gaulle ». Plus massives que celles du 1^{er} mai (à Marseille, plus de 10000 personnes y participent sans doute), ces manifestations sont la première grande réussite de la coordination entre France Libre et Résistance intérieure entamée



Manifestation patriotique à Marseille le 14 juillet 1942.

Archives Départementales des Bouches-du-Rhône.

depuis le début de l'année. Celle-ci a notamment permis aux mouvements clandestins de zone Sud d'augmenter considérablement le tirage de leurs journaux clandestins, grâce au soutien financier de la France Libre. Ces manifestations révèlent l'importance du courant d'opinion pro-allié et hostile à la collaboration en zone Non Occupée, soumise au seul ordre vichyste.

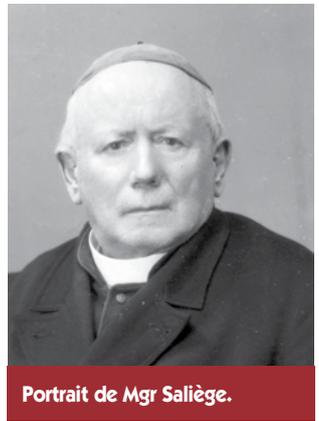
16 et 17 juillet

À Paris, plus de 13 000 Juifs étrangers, enfants compris, sont raflés par la police parisienne et parqués au Vélodrome d'Hiver ou à Drancy, parfois transférés dans les camps d'internement du Loiret, avant d'être tous déportés dans les semaines suivantes vers Auschwitz et, pour la quasi-totalité, gazés. C'est la première étape de l'accord conclu par les Allemands, à leur demande, avec Vichy pour « déporter vers l'Est » massivement les Juifs étrangers des deux zones. La moitié des 27 000 Juifs ciblés ont cependant pu échapper à la rafle, notamment en raison des informations ayant filtré involontairement lors de la préparation, mais aussi grâce aux premières réactions improvisées : alertes préventives données par certains policiers, aide spontanée de voisins, mise en place improvisée de lieux de refuge clandestin par les organisations de secours juives. C'est un palier décisif dans la

sortie de l'indifférence de la population de zone Occupée à l'égard du sort des Juifs depuis 1940 et le point de départ d'une réaction collective d'aide clandestine aux persécutés. Pour certains jeunes Juifs étrangers, le choc de la rafle sera aussi le moteur de leur engagement ultérieur dans la guérilla urbaine en région parisienne.

23 août

Dans la plupart des paroisses du diocèse de Toulouse, des prêtres lisent en chaire en ce dimanche une lettre épiscopale de leur archevêque, M^{gr} Saliège, fustigeant les « scènes d'épouvante » auxquelles donnent lieu les rafles de Juifs étrangers en zone Sud et affirmant solennellement que « tout n'est pas permis contre eux ». L'évêque de Montauban, M^{gr} Théas, fera de même une semaine plus tard. L'effet de cette protestation est rapidement démultiplié par l'écho que lui donnent la BBC et la presse clandestine, mais aussi son simple recopiage de proche en proche. L'impact sur l'opinion est considérable, car il s'agit du premier acte public d'opposition à Vichy d'un membre de la hiérarchie catholique. Libérant les consciences, il constitue un élément déclencheur pour l'implication future, individuelle ou collective, de nombreux catholiques dans l'aide aux Juifs. ●



Portrait de Mgr Saliège.

Coll. Musée de la Libération-Paris.

Le pèlerinage du 70^e anniversaire de Bir-Hakeim

Du 5 au 7 juin 2012, la Fondation de la France Libre a organisé un pèlerinage en Libye sur les lieux où la 1^{re} Brigade Française Libre retint Rommel dans sa progression vers l'Égypte pendant quinze jours cruciaux, du 27 mai au 11 juin 1942. Deux plaques ont été dévoilées le 6 juin au matin lors d'une cérémonie émouvante au cimetière FFL de Tobrouk (photo 1) : l'une en hommage aux 110 Britanniques ayant combattu avec les Français à Bir Hakeim (photo 2), l'autre à la mémoire des FFL faits prisonniers et morts en Méditerranée dans le naufrage du cargo Nino Bixio, qui les emportait en Allemagne (photo 3). Un message du Président de la République française lu par l'ambassadeur de France et un discours du président du Conseil local de Tobrouk concrétisèrent l'importance particulière revêtue par cet anniversaire dans le contexte des relations entre la France et les autorités libyennes actuelles. L'après-midi, une autre cérémonie a réuni les participants sur le site même de Bir Hakeim, en plein désert. Les participants étaient majoritairement composés d'anciens FFL (une vingtaine) et de familles des combattants de Bir Hakeim. La Fondation de la Résistance était représentée par son directeur historique, Bruno Leroux. ●





LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

Mémoire et réflexions

- Il y a soixante-dix ans.
Quelques dates pour se souvenir..... p. 2
- Les soldats africains dans la guerre,
la France Libre, la Résistance.....p. 10

Hommage

- Raymond Aubrac,
toute une vie d'engagements.....p. 4
- Didier Laffeach nous a quittés.....p. 15

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la résistance.. p. 12

La vie de la Fondation de la Résistance..... p. 8 et 16

- Activités du département recherche
et pédagogie
- Activités du département documentation
et publications.
- Activités du département AERI.
- La Fondation commémore le 27 mai 1943
- Les Journées annuelles
de la Fondation de la Résistance
(Lille, 14-15 novembre 2012).....p. 16

Livresp. 14

Ce numéro comporte deux encarts jetés :
un courrier et la fiche d'inscription
aux prochaines journées annuelles
de la Fondation de la Résistance.

Malgré toutes les démarches entreprises,
la Fondation la Résistance n'a pas pu
retrouver les ayants droits de certaines
photographies. Les personnes disposant
de ces droits peuvent prendre contact
avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication :
François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Marc Fineltin, Bruno Leroux,
Frantz Malassis, Jean Novosseloff,
Laurence Thibault, Emeline Vanthuynne.
Maquette, photogravure et impression :
36nco, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €. n° 69 : 4,50 €
Commission paritaire n° 1115A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le 10 avril dernier, l'inexorable marche du temps se rappelait cruellement à nous avec la disparition de Raymond Aubrac, vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance.

Je tiens aujourd'hui à saluer son engagement sans faille dans la Résistance. Cadre dirigeant du mouvement Libération Sud, membre de l'État-major de l'Armée Secrète, il siège à l'Assemblée consultative d'Alger avant d'être nommé, à la Libération, commissaire de la République pour la région de Marseille. Cette passion d'agir au service de la France l'amènera, entre autre, à diriger le déminage de la France, mission au combien ingrate mais préalable indispensable à la reconstruction du Pays.

Dès la création de la Fondation de la Résistance, Raymond et Lucie Aubrac ne cesseront de nous apporter leur soutien indéfectible.

Soutien moral tout d'abord en donnant leur caution sans réserve à la naissance de cet organisme œcuménique réunissant toutes les composantes de la Résistance française.

Soutien intellectuel avec la participation fidèle de Lucie Aubrac au Conseil d'administration où elle nous prodiguait ses analyses pertinentes et ses conseils avisés.

Soutien financier, enfin, même s'ils souhaitaient rester discrets sur leur générosité, je ne peux passer sous silence les dons importants qu'ils firent à la Fondation de la Résistance en versant notamment l'intégralité des dommages et intérêts qu'ils avaient perçus à l'issue d'un procès en diffamation. À leur demande expresse, en 2001, fut créé le prix spécial de la Fondation de la Résistance. Ainsi, chaque année, grâce aux revenus de cette somme, la Fondation peut récompenser plus particulièrement les huit lauréats nationaux des catégories «devoirs individuels» du Concours scolaire de la Résistance et de la Déportation.

Tout comme son épouse Lucie, Raymond Aubrac était très attaché au Concours national de la Résistance et de la Déportation qu'il considérait comme un extraordinaire vecteur de transmission des valeurs de la Résistance à destination des jeunes. Parce qu'ils croyaient à la portée civique de ce concours, jusqu'au bout, tous deux n'hésitèrent pas à sillonner la France à la rencontre d'élèves qui mesuraient la chance qu'ils avaient de dialoguer avec des acteurs d'une page d'Histoire fondatrice de la société française actuelle.

Récemment, nous avons appris également la disparition de deux autres résistants en lien étroit avec la Fondation : Didier Laffeach, président de notre Comité d'animation et de suivi de 2006 à 2010 et Bernard Bonnafous, chef régional adjoint de l'Armée Secrète en région R3, chef départemental FFI en Aveyron et membre du Comité d'animation et de suivi représentant l'Amicale des réseaux Action de la France combattante.

La disparition progressive de tous ces acteurs nous conforte dans l'idée que l'action fédératrice de la Fondation de la Résistance est une mission impérieuse si nous souhaitons que l'histoire et le message moral de la Résistance s'inscrivent durablement dans la mémoire collective française.

C'est pour cette raison qu'il y a près de vingt ans des résistants de tous les horizons créaient la Fondation de la Résistance. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui plus que jamais, nous devons tout faire pour assurer sa pérennité et son développement. ●



Jacques Vistel

Président de la Fondation de la Résistance

Le thème 2012-2013 retenu par le jury national est le suivant : «**Communiquer pour Résister (1940-1945)**». On peut se reporter pour l'organisation du concours au *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* n° 24 du 14 juin 2012.

Pour plus d'informations, consulter la rubrique «Actions pédagogiques» de notre site Internet : www.fondationresistance.org

RAYMOND AUBRAC

TOUTE UNE VIE D'ENGAGEMENTS

Co-fondateur puis membre dirigeant du mouvement Libération-Sud, membre de l'État major de l'Armée secrète, membre de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, commissaire de la République pour la région de Marseille, Raymond Aubrac a été vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance de 2007 jusqu'à sa disparition survenue le 10 avril dernier. Lors des honneurs militaires qui lui ont été rendus dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides le lundi 16 avril, Jacques Vistel et Jean-Louis Crémieux-Brilhac ont retracé la vie de Raymond Aubrac faite d'engagements, de courage et de recherche de justice.

Né en Haute-Saône le 31 juillet 1914, Raymond Samuel – qui prendra à la Libération pour patronyme un de ses pseudonymes du temps de la clandestinité, *Aubrac* – est fils de commerçants aisés, propriétaires de magasins à Vesoul et à Dijon. À vingt ans, il intègre l'École des ponts et chaussées. Avec des élèves d'autres grandes Écoles, dont Polytechnique et Centrale, il s'initie discrètement au marxisme dans un cercle d'études, lié à l'Université ouvrière, qui reçoit un enseignement dispensé par Gabriel Péri, Georges Politzer ou encore Georges Cogniot. Proche du parti communiste, il n'en est cependant pas adhérent. Bénéficiant d'une bourse d'études pour les États-Unis, il part en

lui le 15 mars recouvrent à leur tour la liberté le 24 mai à la suite d'une opération à laquelle il participe, ainsi que sa femme.

L'arrestation de Caluire

Arrêté le 21 juin 1943 à Caluire avec Jean Moulin, Aubrac passe plusieurs mois à la prison Montluc. Il s'évade, le 21 octobre 1943, pendant son transfert de l'École de santé militaire à la prison grâce à une opération montée par Lucie. Après quelques mois d'errance dans l'attente d'un avion, le couple et son petit garçon (Jean-Pierre, né en mai 1941) rejoignent Londres. Raymond Aubrac siège à l'Assemblée consul-

« Le chef de Libération apprécie hautement ses qualités d'analyse et ses capacités d'organisateur »

août 1937 pour le *Massachusetts Institute of Technology* et l'Université de Harvard. Il en revient, un an plus tard, avec le titre de *master of sciences*. Officier du génie, il est sur la ligne Maginot au cours de l'hiver 1939-1940. À Strasbourg, il rencontre Lucie Bernard qu'il épouse le 14 décembre 1939. Le 21 juin 1940, Raymond Aubrac est fait prisonnier par les Allemands. Avec l'aide de sa femme, il s'évade. Tous deux gagnent rapidement la zone Sud.

Dirigeant de Libération Sud

Participant avec Lucie au petit noyau qui donnera vie au mouvement Libération de zone Sud, Raymond Aubrac, tout en travaillant comme ingénieur, fait le commis-voyageur pour placer des journaux, trouver des diffuseurs, installer des responsables et résoudre les questions épineuses qui peuvent se poser, ici ou là. Emmanuel d'Astier, le chef de Libération, apprécie hautement ses qualités d'analyse et ses capacités d'organisateur. À l'été 1942, quand Libération crée un secteur paramilitaire, c'est à Aubrac qu'il échoit de le diriger. Le 15 mars 1943, il est arrêté à Lyon par la police française en même temps que d'autres responsables de l'Armée Secrète. Il obtient une mise en liberté provisoire le 10 mai. Ses camarades arrêtés avec

tative provisoire et a des contacts à Alger avec André Marty que sa femme avait bien connu en tant que militante des Jeunesses communistes à Paris dans les années 1930. Nommé commissaire régional de la République à Marseille, il arrive dans la région avec les troupes du débarquement dans le Var. La réquisition de quinze entreprises qu'il décide entre le 10 septembre et le 5 octobre 1944, l'appui qu'il reçoit de la CGT et du parti communiste lui valent une réputation de compagnon de route à laquelle les socialistes, puissants dans la région, apportent du crédit. C'est dans ces conditions qu'il est destitué de ses fonctions en janvier 1945.

Du ministère de la reconstruction à la FAO

Il devient directeur, puis inspecteur général au ministère de la Reconstruction (1945-1948) et dirige le déminage du pays. Co-fondateur du Bureau d'études et de recherches pour l'industrie moderne (BERIM), il travaille principalement à la rénovation de villes de la région parisienne tout en organisant des échanges commerciaux avec les pays d'Europe de l'Est. Échaudé par la normalisation qui sévit dans les démocraties populaires, il prend ses distances avec le BERIM. De 1958 à 1963, il est conseiller



Photographie Gérard Cambon

technique du gouvernement du Maroc. À partir de 1964, il est en poste à Rome en tant que directeur à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

En 1976, il rentre en France pour y prendre sa retraite et s'emploie à promouvoir les échanges culturels avec le Vietnam. Gravement mis en cause dans les années 1980 par l'avocat de Klaus Barbie qui l'accusait ni plus ni moins d'avoir trahi, à nouveau mis sur la sellette dans les années 1990 avec sa femme par l'ouvrage *Aubrac. Lyon, 1943* du journaliste Gérard Chauvy qui suivait les mêmes pistes, Raymond Aubrac obtient leur condamnation pour diffamation. Dans l'affaire qui opposait le couple Aubrac à ce journaliste, le verdict a été confirmé par la Cour européenne des droits de l'Homme par un arrêt en date du 29 juin 2004. Raymond Aubrac a également été suspecté d'avoir agi après-guerre en tant qu'intermédiaire financier occulte entre Moscou et le Parti communiste français par l'historien Karel Bartosek dans *Les Aveux des archives : Paris-Prague-Paris, 1948-1968*. Raymond Aubrac a réfuté ces soupçons dans ses souvenirs, *Où la mémoire s'attarde*. En l'état actuel de nos connaissances et de l'ouverture (avancée) des archives, y compris soviétiques, aucun élément ne vient corroborer les accusations dont Raymond Aubrac et son épouse ont été les cibles, même s'il est indéniable que le couple a été dans le sillage du parti communiste dans les années 1940, sans accepter d'être limité par des contraintes partisans. Ces imputations ont eu tendance à faire litière du fait que tous deux ont été des pionniers de la Résistance intérieure et ont contribué à la développer efficacement en prenant tous les risques. ●

Laurent Douzou

Biographie parue dans le *Dictionnaire historique de la Résistance* (François Marcot dir.), Robert Laffont, 2006, coll. Bouquins, p. 354-355 reproduite avec l'aimable autorisation des éditions Laffont.

RAYMOND AUBRAC, UNE FIGURE MYTHIQUE DE LA RÉSISTANCE

Raymond Aubrac, il n'est pas un journal de France qui, cette semaine, n'ait consacré une page au dernier grand représentant de la Résistance. Les plus hautes autorités de l'État, ici présentes, d'éminentes personnalités de tous bords lui rendent hommage. Plus discrètement, des hommes et des femmes ont exprimé leur émotion. Mercredi soir, une loge maçonnique parisienne, bien qu'il ne fût pas maçon, vouait sa séance à sa mémoire; les élèves du lycée Molière, devant lesquels il était venu parler deux semaines auparavant, rendaient public un message de gratitude au grand homme disparu au nom de tous les jeunes Européens du Relais de la Mémoire. Jeudi, au lycée Benjamin Franklin d'Orléans, en préambule à une conférence sur la Résistance, 200 élèves se recueillaient debout durant une minute de silence en son hommage.

Si hautes que soient les leçons d'une vie, à quoi tient un ébranlement d'émotions sans précédent depuis longtemps? À ce que sa disparition semble clore un chapitre de notre passé qui n'est plus déjà pour la plupart des Français que de l'histoire? À une singularité de son parcours qui avait fait de lui un homme public sans qu'il fût un homme politique? À une médiatisation poussée à l'extrême? Au souvenir de Lucie? Dans une période où tant de Français doutent d'eux-mêmes, je crois que Raymond et Lucie étaient devenus une référence et un exemple pour tous ceux qui se réclament des combats de la Résistance et des valeurs qu'ils ont incarnées, pour tous les jeunes à qui Raymond Aubrac, fort de ses souvenirs, recommandait de s'engager, comme lui l'avait fait, afin de construire pas à pas le futur.

L'arrestation de l'État major de l'Armée Secrète

Ce nom d'Aubrac, il y a 69 ans, que, jeune officier de la France Libre, je l'ai entendu prononcer pour la première fois: dans les derniers jours de juin 1943, des télégrammes reçus à Londres depuis la clandestinité nous apprenaient le drame survenu à Caluire, Jean Moulin avait été arrêté avec l'état-major militaire de l'Armée secrète, dont Aubrac. Un drame humain, et la structure centrale de la Résistance abattue! Plusieurs chefs de la Résistance étaient alors présents à Londres. Celui que j'ai vu le plus secoué par la nouvelle était le chef du mouvement Libération, Emmanuel d'Astier de La Vigerie, qui avant de retourner dans la nuit de la clandestinité, ne cessait de s'enquérir d'Aubrac.

Car le jeune ingénieur des Ponts Raymond Samuel, *pseudo* Aubrac, et sa femme, l'agrégée d'histoire Lucie, avaient été des tout premiers pionniers de la Résistance à ses côtés dès la fin de 1940. Ils avaient fabriqué et distribué des tracts, Raymond avait dessiné le titre du journal clandestin *Libération* pour son premier

numéro, paru en juillet 1941, il avait recruté les premiers distributeurs grâce auxquels se constituaient à Lyon, puis de ville en ville de la zone Sud, des réseaux de sympathisants d'où émergeaient des groupes de militants. C'était le temps où la désobéissance était la première manifestation de la liberté, écrivait-il. Imprégné de culture marxiste et spontanément d'extrême gauche sans vouloir adhérer à un parti, il avait encouragé d'Astier à nouer des liens étroits avec

Sur le sort des patriotes arrêtés à Caluire, malgré les efforts pour les secourir, l'incertitude dura longtemps. Après trois mois, fin octobre, deux télégrammes parvenus à Londres nous apprirent qu'un camion de la *Gestapo* avait été attaqué par des patriotes en plein Lyon, qu'Aubrac et seize autres détenus avaient été libérés et que Lucie Aubrac avait participé à l'exploit. Il fallait d'urgence que Lucie, Raymond et leur jeune fils soient exfiltrés de France, mais une



Coll. famille Aubrac

« Dans l'ombre, Raymond et Lucie Aubrac (...) continuent et continueront de dresser le flambeau de la justice et de l'espérance »

Daniel Mayer, qui tentait de constituer un parti socialiste clandestin.

En janvier 1942, Jean Moulin avait été parachuté en France pour coordonner les mouvements sous l'égide de De Gaulle et constituer une Armée secrète. C'est avec Aubrac qu'il avait eu le premier contact clandestin, leur rencontre devait avoir lieu sous la colonnade du théâtre municipal de Lyon, un mot de passe était prévu pour qu'ils se reconnaissent, l'un devait dire: «*La lune est verte*» et l'autre répondre: «*Non, elle est carrée*». Ses responsabilités n'avaient ensuite cessé de croître à mesure que la résistance s'amplifiait. Membre du groupe dirigeant de Libération, il s'était consacré à mettre sur pied au sein du mouvement un secteur orienté vers l'action militaire, d'abord en regroupant des jeunes et des ouvriers en groupes d'action par sizaïnes qui soutiendraient, au moment venu, le débarquement espéré et, fin 42, il était devenu l'un des membres de l'état-major du général Delestraint, commandant en chef de l'Armée secrète. Les Allemands allaient arrêter Delestraint le 9 juin 1943. C'est à la suite de cette arrestation qu'avait été convoquée la réunion de Caluire où Aubrac devait être nommé chef provisoire de l'Armée secrète pour la zone Nord.

météo désastreuse interrompit pendant trois mois les liaisons clandestines tant aériennes que maritimes: on devinait les Aubrac errant cachés de gîte en gîte. Ce fut seulement dans la nuit du 8 au 9 février 44 qu'un bombardier léger de la *Royal Air Force* réussit à se poser près de Bletterans, dans le Jura, pour les embarquer. L'opération fut dramatique, l'avion s'était embourbé, il fallut trois heures d'efforts et le secours du village voisin pour qu'il pût décoller.

Trois jours plus tard, à Londres, Lucie Aubrac donnait naissance à son second enfant, Catherine surnommée Catherine-Mitraillette, tandis que les journaux, enfin informés, célébraient l'extraordinaire exploit de cette jeune femme qui, tout enceinte qu'elle fût, avait dirigé, mitraillette en main, en plein jour, en plein Lyon, l'attaque du camion allemand transportant les détenus.

L'Assemblée consultative d'Alger

C'est alors que j'ai connu Raymond et Lucie Aubrac. Ce qui n'était pour moi qu'un nom s'incarnait en un couple. Tandis que Raymond allait représenter Libération à l'Assemblée consultative d'Alger, Lucie et moi avons

collaboré au sein de l'antenne londonienne du commissariat à l'Intérieur. De ces mois de 1944 où nous vivions dans la préparation de ce qu'on appelait l'insurrection nationale date entre nous une amitié qui ne s'est jamais démentie: même combat pour une même patrie. Depuis 69 ans, dans le cercle de plus en plus étroit des survivants, les liens sont devenus plus clairement ceux d'une fraternité. C'est à cette fraternité que je dois aujourd'hui aux enfants de Raymond et Lucie l'honneur bouleversant de prononcer cet adieu.

Commissaire de la République

Mais pour Raymond Aubrac, le combat n'a jamais été fini. À Alger, écarté par une déplaisante coalition du poste de directeur politique du commissariat à l'Intérieur, il s'engagea dans les parachutistes, mais le 6 août, de Gaulle le nomma commissaire de la République pour la région de Marseille, afin de prendre fonction dès qu'aurait réussi le débarquement en Provence.

Ici commence pour lui une carrière de trois ans de grand serviteur de l'État. Il arrive à Marseille en plein combat, il a trente ans, il est presque seul et doit assumer toutes les responsabilités, y compris le droit de grâce. Il faut imposer l'ordre dans une région en ébullition: il y crée les Forces républicaines de sécurité, recrutées parmi les FFI et les gardes mobiles ayant prouvé leur patriotisme. Il faut présider à une épuration efficace, mais conforme au droit alors que des autorités irrégulières multiplient les

arrestations: il met en place les premières cours de justice créées en France libérée. Il faut relancer l'économie, il réquisitionne quinze entreprises employant quinze mille ouvriers et fait augmenter les salaires tout en limitant l'inflation. S'appuyant sur la gauche et l'extrême gauche résistante, mais jugé trop rouge par des socialistes locaux, il est le premier commissaire de la République relevé de ses fonctions en janvier 1945.

C'est pour prendre aussitôt la responsabilité du déminage. Près de 15 millions de mines laissées par les Allemands rendent inaccessibles 500 000 hectares le long de nos côtes de la frontière belge à la frontière italienne, mais aussi dans les zones de combats, de la Normandie et la Bretagne aux Vosges et à l'Alsace. Il obtient du gouvernement puis des Alliés d'utiliser 48 000 prisonniers allemands de concert avec 3 000 démineurs français, l'essentiel est accompli fin 1945, au prix élevé qui lui a été reproché, mais pouvait-on faire autrement, de 500 tués parmi les démineurs français et 2 000 tués allemands. Jusqu'au départ des ministres communistes du gouvernement en 1947, Raymond Aubrac, proche d'eux, contribue à la tâche de reconstruction. Après quoi une nouvelle vie commence qui sera une suite d'engagements au service des idéaux qui l'ont guidé durant la Résistance.

C'est dans cette autre vie que Caluire le rattrape dans les années 1980, quand le gestapiste Barbie, le tortionnaire de Jean Moulin, est livré à la justice française et que, pour semer la division, il prétend qu'Aubrac aurait été l'informateur ayant permis le traquenard de

Caluire. L'historien que je suis, certain d'être l'interprète de la communauté des historiens, se doit de rappeler que les documents allemands retrouvés, leur concordance avec les nouveaux témoignages français et les éléments revisités des procès Hardy, permettent de reconstituer la chaîne de trahisons, de fautes et d'imprudences qui ont conduit au drame et de faire justice de diffamations scandaleuses.

En ce nouveau siècle, si loin des combats que nous avons menés, je veux redire ma peine aux enfants et petits-enfants de Raymond et de Lucie. Parlant ici à leur demande comme un des tout derniers qui se souviennent, honoré et ému de le faire, je rappellerai les derniers vers de la « Complainte du partisan » que d'Astier composa à Londres comme un pressentiment, peu de jours avant le drame de Caluire:

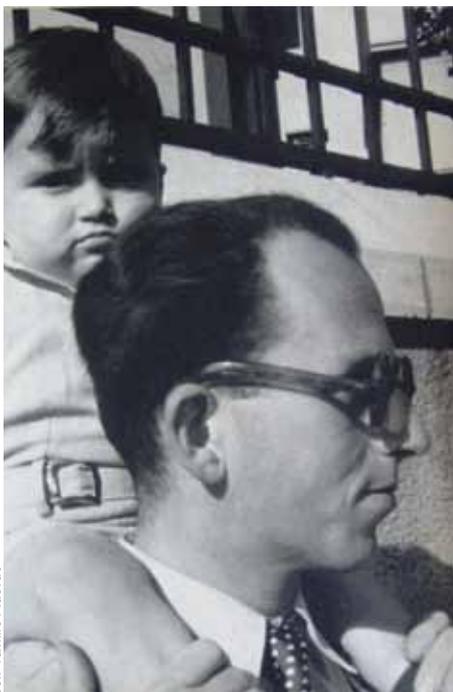
*Hier encore, nous étions trois
Il ne reste plus que moi
Et je tourne en rond
Dans les prisons des frontières*

*Le vent souffle sur les tombes
La liberté reviendra
On nous oubliera
Nous rentrerons dans l'ombre.*

Dans l'ombre, Raymond et Lucie Aubrac, couple désormais mythique, continuent et continueront de dresser le flambeau de la justice et de l'espérance. ●

Jean-Louis Crémieux-Brilbac

RAYMOND AUBRAC, UNE VOLONTÉ DE CONSTRUIRE UNE FRANCE ET UN MONDE PLUS JUSTES



Coll. famille Aubrac

Monsieur le Président de la République, chère famille Aubrac, chers amis.

En ce lieu de mémoire et de grandeur, depuis plus de trois siècles, la France honore ceux de ses fils qui l'ont servi et ont risqué leur vie pour elle. Il y a cinq ans, presque jour pour jour, nous entourions Raymond Aubrac dans l'hommage que la Nation rendait à Lucie. Lucie, qu'il rejoint désormais dans notre souvenir, avec celui de ses parents, morts à Auschwitz.

Aujourd'hui, la Nation tout entière réunie honore Raymond Aubrac, avec un cœur lourd, mais aussi plein de reconnaissance; d'abord, parce qu'il a lui aussi risqué sa vie, tant de fois, pour la France, mais aussi parce que la Résistance dit adieu ce matin à l'un de ses fils les plus illustres, les plus courageux et les plus fidèles à son héritage.

La vie de Raymond Aubrac fut riche d'expériences incroyablement diverses, en France et dans ce que l'on appelait le « Tiers monde », guidée toujours par les valeurs qui fondèrent son engagement dans la Résistance lorsqu'il n'avait que vingt-six ans.

Cet engagement qui vient de nous être rappelé, comme ceux qui suivirent pendant les quelques soixante-dix ans écoulés depuis la Libération, c'est de Gaulle lui-même qui l'a le mieux résumé dans une dédicace rédigée lorsqu'il visita Marseille libérée: « À Raymond Aubrac, qui a tant fait dans la lutte et qu'il lui faut tant et tant faire dans la Rénovation ». Le programme était tracé, il fut rempli, au-delà sans doute de ce que de Gaulle imaginait. Comme tant d'autres Résistants, Raymond Aubrac s'était engagé dans la lutte clandestine pour libérer la Patrie; comme pour d'autres, son but était l'écrasement du nazisme et de sa folie antisémite. Mais Raymond Aubrac s'engagea aussi avec la volonté de construire, ensuite, une France plus juste et un monde plus humain. Ce fut la tâche qu'il s'assigna, jusqu'à sa mort.

Après le commissariat de la République à Marseille, où ne manquèrent ni les problèmes ni les embûches politiques, il fut chargé, comme il vient d'être rappelé, du déminage de la France, tâche sans gloire, écrira-t-il, mais préalable indispensable à la reconstruction du pays.

On proposa ensuite à Raymond Aubrac des fonctions administratives au sein de corps d'inspection prestigieux qu'il dédaigna; alors dans sa trentaine, il souhaitait agir et accomplir sa vocation d'ingénieur des Ponts. Avec des amis que la terminologie de l'époque qualifiait de « compagnons de route » du Parti communiste, il créa un bureau d'études spécialisé dans les infrastructures et la construction, auquel il consacra dix ans, jusqu'en 1958.

Il travailla souvent avec des municipalités communistes qui devaient reconstruire équipements et logements, puis avec les nouvelles démocraties populaires dévastées par la guerre. Des amitiés se nouèrent ou se renouèrent, ainsi avec Arthur London qui, libéré en 1956, lui fit le récit des procès et des prisons staliniens.

Raymond Aubrac découvrit alors la réalité du « socialisme réel », puis s'éloigna du bureau d'études qu'il avait créé, pour consacrer désormais sa vie au développement du Tiers monde et à la lutte contre la faim.

C'est le Maroc qui venait d'accéder à l'indépendance, qu'il choisit au début de 1958, pour devenir le conseiller du ministre de l'Économie. Il comprit d'emblée que, l'ère du protectorat étant close, sa tâche consistait à guider et soutenir l'effort de développement, sans interférer dans les choix politiques des nouveaux responsables, et en préparant la relève par des cadres marocains. Son goût de l'action et ses talents d'ingénieur se donnèrent libre cours : il créa un Office national des Irrigations, dont il fut le Secrétaire général et mit sur pied l'industrie sucrière marocaine.

Son action fut remarquée par le directeur général de la FAO qui, en 1963, lui demanda de rejoindre l'organisation internationale à Rome. Il en devint le directeur administratif et financier. C'est alors qu'explorant les voies d'une mission internationale, je lui rendis visite pour la première fois. La FAO l'avait mis en contact avec le directeur de la Banque mondiale, Robert Mac Namara, le secrétaire à la Défense de la guerre du Viet Nam jusqu'en 1967, sa présence à Rome l'avait rapproché du Vatican : il put ainsi jouer un rôle capital lorsque l'heure fut venue d'œuvrer pour la paix au Viet Nam.

Le Viet Nam fut pour Raymond Aubrac une longue aventure et une constante passion. En juillet 1946, lui et Lucie furent conviés à rencontrer Ho Chi Minh venu à Paris pour tenter de construire, après la défaite japonaise, un Viet Nam libre associé à l'Union française, tel que l'imaginaient aussi Leclerc et Jean Sainteny; l'occasion, on le sait, fut manquée et une guerre, qui était évitable, s'ensuivit. Mais Raymond Aubrac noua alors avec les Vietnamiens, et d'abord avec Ho Chi Minh, une amitié qui ne s'acheva qu'avec la mort. Ho Chi Minh avait eu connaissance de l'action menée à Marseille par Raymond Aubrac en faveur des Vietnamiens amenés en Métropole en 1939 pour remplacer la main-d'œuvre mobilisée, et que Vichy avait ensuite internés dans des camps. Il s'invita pendant six semaines dans la maison familiale des Aubrac et souhaita, en toute laïcité, être le parrain d'Élisabeth, née pendant son séjour.

La décolonisation divisa les Résistants : il y eut ceux pour qui le rang retrouvé par la France après l'humiliation de 1940 impliquait

le maintien de son empire colonial, et ceux qui jugèrent que l'idéal libérateur de la Résistance devait entraîner la libération des peuples colonisés. Le choix de Raymond Aubrac fut, comme l'avait montré sa mission marocaine, sans équivoque. Connaissant à la fois les liens qu'il avait noués avec les dirigeants Nord-vietnamiens et le souvenir heureux, qu'il avait gardé de son séjour d'étudiant à Harvard, les Américains lui demandèrent, en 1967, de tenter les premières approches pour une négociation de paix.

Raymond Aubrac commença alors de très nombreuses navettes entre Rome, Paris, Washington, où Henry Kissinger était son correspondant, et Hanoï, qu'on ne pouvait alors rallier qu'en plusieurs jours, *via* Phnom Penh, en utilisant un vol hebdomadaire maintenu depuis les accords de Genève de 1954. Le but était alors de stopper les bombardements américains sur le Nord Viêt Nam. La négociation échoua, les bombardements, un temps ralentis, reprirent, la guerre s'accrut, emportant le Cambodge dans la tourmente.

« L'âge n'empêcha jamais Raymond Aubrac de rester en éveil et de poursuivre (...) le combat pour les causes qui avaient nourri les engagements de toute sa vie »

Cinq ans plus tard, alors que les négociations de paix se traînaient à Paris, les chefs militaires américains conçurent le projet insensé de bombarder les digues qui protégeaient les villages de la plaine du fleuve rouge.

Informé, Raymond Aubrac prit contact avec le secrétaire d'État du Pape Paul VI, M^{sr} Villot, ancien archevêque de Lyon. Immédiatement convaincu qu'il fallait agir, le Cardinal lui demanda de préparer un texte avec la Curie; ce texte, lu par le Pape le dimanche 9 juillet devant la foule réunie place Saint Pierre, convainquit le Président Nixon que le projet de ses militaires devait être abandonné.

La paix enfin revenue au Viet Nam, Raymond Aubrac se dépensa pour que toutes les agences de l'ONU concourent à la reconstruction du pays. En mai 1975, reçu à la banque mondiale par Robert Mac Namara, il lui transmit un message du premier Ministre Pham Van Dong : la guerre était terminée, mais des milliers de Vietnamiens étaient chaque jour victimes des mines posées partout dans les campagnes du sud par les Américains. Si ceux-ci consentaient à transmettre à leurs anciens ennemis leurs plans des champs de mines, le déminage pourrait être effectué rapidement et efficacement, épargnant aux populations morts et mutilations. Mac Namara parut profondément bouleversé par le plaidoyer de Raymond Aubrac et répondit que, bien qu'il n'appartint plus au gouvernement des États-Unis, il prendrait contact avec le Pentagone. Quelques semaines plus tard, les Vietnamiens reçurent, secrètement, les plans qu'ils désiraient.

En 1976, l'âge mit un terme à la carrière professionnelle de Raymond Aubrac. Mais pour un Homme comme lui, l'action ne pouvait s'arrêter là. Curieux de tout, accueillant à tous, avec son extrême gentillesse, et un sourire plein d'une

malice distanciée, il était toujours disponible pour la tâche de transmission qui nous incombe désormais. Transmission à sa famille d'abord, dont je sais combien tous sont fiers d'avoir eu les parents et les grands parents qui furent les leurs, et qui sont fidèles à l'héritage de valeurs et d'engagement qu'ils ont reçu : c'est à ses petits enfants que Raymond Aubrac dédia ses mémoires et son dernier livre, écrit avec Renaud Helfer-Aubrac porte le titre symbolique de « passage de témoin ». Transmission aussi, par la Fondation de la Résistance dont il fut, avec Lucie un des fondateurs et un donateur. C'est à la Fondation que furent versées les sommes dues à Lucie pour le travail accompli pour le film qui lui fut consacré, puis les indemnités obtenues lors du jugement condamnant un prétendu historien qui avait accusé Raymond d'avoir trahi Jean Moulin à Caluire. Lucie me dit alors : « *ce n'est pas aujourd'hui que nous allons gagner de l'argent avec la Résistance* ». L'âge n'empêcha jamais Raymond Aubrac de rester en éveil et de poursuivre

avec Lucie, puis seul, le combat pour les causes qui avaient nourri les engagements de toute sa vie. Jamais confiné dans le ressassement de ses actions dans la Résistance, il ne s'intéressait qu'à l'avenir, donc à la jeunesse qui en serait responsable.

Contre les menaces de retour de la bête immonde du racisme, pour la défense des valeurs de la Résistance et contre ceux qui souhaitent en finir avec elles et avec leur expression la plus forte, fondement, depuis près de soixante-dix ans, de notre pacte national, le programme du CNR, on savait que Raymond Aubrac était toujours à nos côtés. Notre monde est loin d'avoir accompli les espoirs de la Résistance, et nous aurions tant besoin, cher Raymond, que vous nous accompagniez encore. Vous nous laissez l'exemple de votre vie, de vos engagements, de votre idéal ; nous tenterons de nous en inspirer et d'y rester fidèles. En vous disant adieu, un seul mot me vient sur les lèvres : merci Raymond Aubrac. ●

Jacques Vistel
Président de la Fondation de la Résistance

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Raymond Aubrac,
Où la mémoire s'attarde,
Paris, Odile Jacob, 1996.

Laurent Douzou,
La désobéissance. Histoire d'un
mouvement et d'un journal clandestins :
Libération-Sud (1940-1944),
Odile Jacob, 1995, 480 p.

Activités du département recherche et pédagogie

La préparation du thème du CNRD 2012-2013 : « Communiquer pour Résister » (1940-1945)

Lors de la réunion du 14 février dernier, le choix du jury national s'est porté sur le thème suivant: « **Communiquer pour Résister** » (1940-1945). La brochure explicative, coordonnée cette année par la Fondation de la Résistance, sera disponible au début du mois d'octobre 2012. Elle sera envoyée en plusieurs exemplaires dans les collèges et lycées.

La brochure s'articulera autour de deux grands axes de réflexion. On s'intéressera d'abord au rôle joué par les écrits clandestins (tracts, presse résistante, revues clandestines) et la parole (radio, chants, prêches), pour lutter contre la propagande officielle et convaincre de la nécessité de s'engager au sein de la Résistance. On s'interrogera ensuite sur l'utilisation de moyens parallèles par les organisations de résistance afin de communiquer dans la clandestinité. On insistera notamment sur l'importance des agents de liaison et des « boîtes aux lettres ». Enfin, on évoquera les différents types de liaisons mis en place entre les résistants intérieurs, la France Libre et les Alliés: liaisons aériennes, maritimes et radios, qui permettaient le transport d'hommes, de matériel mais aussi d'informations, souvent capitales pour mener à bien le combat contre l'occupant et le régime de Vichy.



©Photos Claire Cretel- Musée de la Résistance de Bondues

Cette année, une version enrichie de la brochure sera également disponible sur Internet: chaque article permettra d'accéder à un lien renvoyant à de nombreuses ressources documentaires mises à disposition par nos différents partenaires (musées de la Résistance, Fondations, associations de mémoire...) et qui seront accompagnées d'explications pédagogiques et téléchargeables par les enseignants.

Parallèlement, l'INA mettra en ligne sur son site, dans le courant du mois d'octobre, une rubrique « CNRD 2012-2013 » consacrée au rôle de la radio dans la Résistance. Les fonds radiophoniques sélectionnés (émissions de la BBC, reportages pendant la libération de Paris...) seront accompagnés de notices explicatives rédigées par l'équipe de la Fondation de

la Résistance. Enfin, une exposition consacrée au thème du concours sera également visible sur le site du Musée de la Résistance en ligne, reprenant de nombreuses ressources documentaires (photographies, journaux, entretiens...) issues des DVD que l'AERI a éditées dans plus d'une vingtaine de départements.

Si vous désirez obtenir des renseignements complémentaires sur les ressources qui seront mises à disposition des professeurs et des élèves dès le mois d'octobre prochain, vous pouvez consulter la rubrique « Concours de la Résistance » sur le site Internet de la Fondation de la Résistance ou contacter la responsable des activités pédagogiques par mail: emeline.vanhuynne@sfr.fr ●

Emeline Vanhuynne

Activités du département documentation et publications

Un fonds du réseau CND-Castille est versé au SHD suite à l'action de la « Commission archives »

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ».

En septembre 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾.

Depuis l'automne 2002, la « commission archives » organise des réunions de sensibilisation, à l'échelon départemental, durant lesquelles les membres de la « commission archives » font une présentation enrichie et pédagogique du contenu du *Guide* s'appuyant sur la projection de pièces d'archives et

répondent aux questions que peuvent se poser les détenteurs d'archives⁽²⁾.

Enfin, grâce à l'exposition « Ensemble, sauvons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾, inaugurée en 2004, la « commission archives » mène une action de sensibilisation à destination des associations issues de la Résistance et de la Déportation.

Fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a pu, au cours de ces derniers mois, collecter un fonds d'archives qu'elle a versé au Service historique de la Défense⁽³⁾: le fonds « Simone Truffit-Confrérie-Notre-Dame-Castille ».

Le réseau Confrérie Notre-Dame (CND) est un service de renseignements de la France Libre créé dès l'automne 1940 par Gilbert Renault alias colonel Rémy.

Ses informations transmises au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) à

Londres concernent essentiellement le dispositif militaire d'occupation et les mouvements des forces allemandes. Elles ont permis notamment aux Britanniques de couler le *Bismarck* (mai 1941), d'immobiliser en rade de Brest les cuirassés *Scharnhorst* et *Gneisenau* (juillet 1941) et de préparer le *raid* britannique sur la station radar expérimentale allemande de Bruneval, en Normandie (février 1942).

Presque démantelé, le réseau CND prend le nom de CND-Castille. Il est alors dirigé par un adjoint de Rémy, le colonel Marcel Verrière. Comptant au total 1374 agents homologués, ce réseau continuera de fonctionner jusqu'en septembre 1944.

En 2008, Yves Chanier, a pris contact avec la « commission archives » en vue d'assurer la conservation pérenne d'archives de CND-Castille qu'il avait collectées durant ses travaux de maîtrise et de DEA entrepris entre 1995-1997⁽⁴⁾.



◀ Classeur contenant le fichier de liquidation du réseau Confrérie Notre-Dame Castille.

▲ Portrait de Simone Truffit et documents évoquant son activité de cryptographe. ».

Fiches de renseignements des agents du réseau Confrérie Notre-Dame Castille extraites du classeur.

Photos Frantz Malassis

Cependant, avant le versement de ce fonds, il nous a informé qu'en tant que petit-fils de Simone Truffit (membre de ce réseau avant d'être affectée aux transmissions des réseaux Action du BCRA), il souhaitait valoriser ce fonds d'archives en réalisant un site Internet dédié à l'histoire du réseau Confrérie Notre-Dame-Castille⁽⁵⁾. Celui-ci fut achevé en septembre dernier. Une réunion du groupe restreint de la « commission archives » fut alors organisée au siège de la Fondation de la Résistance où ce fonds avait été provisoirement déposé. Après examen des archives et d'un commun accord entre Yves Chanier et la « commission archives », le fonds « Simone Truffit – Confrérie Notre-Dame Castille » a été versé au Service historique de la Défense, en novembre 2011, où il est conservé sous la cote 2011 PA 127.

Ce fonds, représentant 0,60 mètre linéaire est composé de quatre parties.

Tout d'abord, des archives relatives au réseau concernant son activité opérationnelle (copies des rapports envoyés à Londres de 1941-1944), la « liquidation » de ses agents (environ

1200 fiches de renseignement rédigées après la guerre et contenues dans un casier métallique) et la création de son amicale (comptes rendus et correspondances datant de 1945 à 1953).

Bien sûr, les travaux universitaires d'Yves Chanier accompagnés de ses études préparatoires, de sa correspondance et documentation recueillis lors de contacts avec d'anciens résistants de CND-Castille.

Ensuite, des archives de Simone Truffit retraçant son activité dans la Résistance et notamment son activité de radiotélégraphiste (instructions, codes de cryptographie, dossier d'homologation rempli après-guerre...).

Pour finir, une partie documentation complète le fonds, composée de témoignages de membres du réseau CND souvent publiés à petit nombre (« littérature grise ») et de deux CD-ROMS contenant la version sonore des témoignages des membres de CND-Castille et des bases de données (liste des membres du réseau avec tous les renseignements collectés sur leur parcours). ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis, responsable archives – Fondation de la Résistance – 30, bd des Invalides 75 007 Paris – 01 47 05 67 87.

(2) Ces réunions ont été organisées dans 61 départements.

(3) L'ensemble des résultats de la campagne nationale de sauvegarde d'archives privées de la Résistance et de la Déportation est téléchargeable depuis la rubrique « Musées et centres d'archives » du site Internet de la Fondation : www.fondationresistance.org.

(4) Yves Chanier, *Le réseau CND-Castille, 1940-1945*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Jean-Jacques Becker et Danièle Dray, 122 p., 1995.

Yves Chanier, *Le réseau CND-Castille, 1940-1945, région par région*, mémoire de DEA d'histoire sous la direction de Philippe Levillain, 72 p., 1997.

(5) consultable aux adresses suivantes : www.cnd-castille.org ou www.cnd-castille.fr ou www.cnd-castille.com.

Activités du département AERI

Projets en cours

Une exposition virtuelle sur le mouvement Libération-Nord est en préparation. Couplée avec l'exposition physique que présentera le Musée du général Leclerc de Hauteclouque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin à l'automne 2012, cette exposition virtuelle sera complétée par un site Internet mobile, site optimisé pour une consultation sur *smartphone* ou tablette. Une carte de localisation des lieux de résistance liés à Libération-Nord sera aussi intégrée dans le site. Enfin, un catalogue de l'exposition sera édité par la Documentation Française.

Le Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) propose, depuis le mois de mai, une exposition photographique articulée autour du travail de la jeune photographe Sand Arty. Animée du souhait d'immortaliser les visages des derniers témoins d'une page historique qui a bouleversé la France, l'artiste, elle-même petite-fille de déportés, nous livre le fruit de sa rencontre avec seize résistants de la région PACA.

Sous le titre « Résistants, une génération oubliée », elle décline ainsi un triptyque photographique composé d'un portrait en noir et blanc, d'une photographie en couleur illustrant un objet personnel rappelant la Résistance et/ou la Déportation ainsi qu'une photo panoramique resituant le résistant dans son cadre de vie actuel ou récent. Soutenu par l'ONAC et l'AFMD, son travail se veut un message d'espoir, car, explique-t-elle, « mettre ces résistants en lumière, c'est éclairer les générations d'aujourd'hui et celles à venir sur la capacité de chacun à changer le monde [...] Et rendre un dernier hommage à ces héros tant qu'il est encore temps ».

Notons que les expositions consacrées à Défense de la France et aux gouaches d'Albert Fié sont dorénavant accessibles à un plus large public, grâce à la mise en ligne de leurs traductions en anglais. Ce travail de traduction se poursuit actuellement, notamment pour l'exposition consacrée à Serge Ravanel.

➡ Suite en page 15



Portrait de Jacques Licari par Sand Arty. Extrait de l'exposition virtuelle « Résistants, une génération oubliée ».

Photo Sand Arty

LES SOLDATS AFRICAINS DANS LA GUERRE, LA FRANCE LIBRE, LA RÉSISTANCE

Issu d'une thèse de doctorat, l'ouvrage de Julien Fargettas est la première monographie retraçant l'engagement pendant la Seconde Guerre mondiale des soldats de l'Empire français originaires d'Afrique noire, et pas seulement du Sénégal : l'appellation traditionnelle vient du corps créé à l'origine par Faidherbe en 1857. L'auteur ne cache pas la modestie qui s'impose à l'historien tentant de connaître ces hommes à travers des sources essentiellement écrites et métropolitaines, aux lacunes et aux biais considérables et qui ne peuvent aboutir qu'à une première approche.

Julien Fargettas

Les tirailleurs sénégalais. Les soldats noirs entre légendes et réalités. 1939-1945.

Éditions Tallandier, 2012, 382 p.



Musée de l'Ordre de la Libération - Paris

Brazzaville, le 14 juillet 1941.

Dominique Kosseyo vient de recevoir la croix de la Libération des mains du général de Gaulle.

Il apporte cependant un éclairage précieux pour l'histoire des prodromes de la décolonisation, en ne dissociant jamais sa description des comportements des tirailleurs de la question de leurs rapports avec leur encadrement militaire et civil, avec les adversaires qu'ils eurent à affronter et des populations qu'ils côtoyèrent. Il ausculte ainsi de façon précise les tensions introduites au sein de l'ordre colonial par la nouveauté des expériences vécues entre 1939 et 1945, quelle que soit l'autorité servie : l'Armée de la III^e République, celle de l'État français, de la France Libre puis du Gouvernement provisoire de la libération.

Une mobilisation massive à partir de 1939

La mobilisation des tirailleurs africains avait été très importante en 14-18, mais échelonnée : 31 000 hommes en 1914, 194 000 au total. Dans les premiers mois de la Seconde Guerre mondiale, elle prend une ampleur sans précédent : près de 200 000 hommes dont 40 000 sont envoyés en métropole et intégrés dans 8 divisions d'infanterie coloniales. Après l'armistice, le sort des tirailleurs reflète l'éclatement de la France : pendant que des milliers, faits prisonniers restent pour la plupart dans des *Frontstalags* en métropole (car les Allemands ne veulent pas des « races inférieures » dans le *Reich*), l'affrontement entre Vichy et la France Libre conduit à une nouvelle mobilisation de part et d'autre, en Afrique Occidentale Française et en Afrique Équatoriale Française.

Le ralliement de l'AEF fournit aux FFL 5 bataillons de marche (4 000 hommes) ⁽¹⁾. Les tirailleurs participent ainsi à la reprise du combat contre les Allemands à Bir Hakeim, mais aussi auparavant à la guerre fratricide de Syrie, des deux côtés. Après le basculement de l'Afrique du Nord et de l'AOF du côté allié, ils forment l'ossature de 2 divisions : la 9^e DIC, qui compte 9 000 soldats d'AOF, et la 1^{re} DFL d'origine « gaulliste » qui comprend plus de 6 000 tirailleurs d'AEF. Toutes deux combattent en Italie et en France, où les tirailleurs seront remplacés à partir de l'automne 1944 par des FFI, en raison du climat. Moins connue est l'utilisation de tirailleurs dans la répression des mouvements nationalistes d'AFN, à Fès en janvier 1944 et surtout dans le Constantinois en mai 1945.

Julien Fargettas détaille la condition militaire bien spécifique de ces « sujets de l'Empire » que sont les tirailleurs, hormis les cas particuliers des « originaires » des 4 vieilles communes du Sénégal,

citoyens français, et des élites lettrées formant les « évolués ». Vu la quasi-absence de sources orales, une difficulté fondamentale est de rendre compte de la façon dont se combinent les différentes motivations dans l'engagement des conscrits et des volontaires : l'attachement réel à la France, le lien personnel avec l'encadrement militaire européen, la recherche d'avantages matériels rares dans leur environnement social, à commencer par une nourriture abondante. Pour favoriser la mobilisation massive de 1939, ces privilèges s'accroissent d'avantages fiscaux (exemption d'impôt aux tirailleurs et à leurs familles), juridiques (pendant le service, passage de l'indigénat au régime français) et financiers (allocation aux familles nécessiteuses).

Cinq années plus tard, le temps et les épreuves passées au service de la France, loin de leur famille et de leur société d'origine feront paraître ces avantages d'autant plus justifiés, aux yeux des tirailleurs, qu'ils auront pu comparer leur condition à celle des soldats français et alliés. C'est la mauvaise volonté ou l'incapacité des autorités françaises à tenir ces engagements concrets qui explique les violentes manifestations de mécontentement survenues lors des démobilisations en 1944-45, en métropole avant le rapatriement et surtout au camp de Thiaroye, près de Dakar, où la répression fera 35 morts.

Autre symbole de ce qui n'est alors que l'expression d'un désir d'égalité des conditions, et non une contestation consciente du système colonial : l'habillement. Avant-guerre, la chéchia et la ceinture rouge pouvaient suffire à susciter la fierté identitaire des tirailleurs malgré un sous-équipement parfois dramatique. Le contraste avec l'équipement reçu pendant le conflit, particulièrement avec les tenues britanniques ou américaines de l'armée de la Libération fera du refus de se laisser dépouiller de leur habillement une revendication majeure des démobilisés – d'autant plus lorsqu'ils auront été accueillis à leur arrivée en Afrique par des unités défilant pieds nus, comme autrefois.

L'expérience singulière des prisonniers de guerre africains en métropole

Ce désir d'égalité aura donc été avivé par la singularité des expériences vécues, particulièrement en métropole. La campagne de France de mai-juin 1940 est marquée par le massacre de centaines de tirailleurs par les Allemands contrairement aux lois de la guerre. L'idéologie raciste nazie ne vient ici que se rajouter aux préjugés hérités de l'occupation française de la Ruhr (« la honte noire »). Le maintien en métropole dans des *Frontstalags* des soldats coloniaux faits prisonniers, dont un quart environ sont des Africains (près de 16 000 en 1941, un peu plus de 8 500 fin 1943), produit plusieurs bouleversements. Si la nourriture semble correcte compte tenu des pénuries générales, les décès par maladies infectieuses sont très importants. Surtout, les efforts de Vichy pour obtenir des libérations anticipées ou des avantages paraissent principalement bénéficier aux PG blancs (le tirailleur Léopold Sédar Senghor écrira à ce sujet à l'ambassadeur Scapini); sans compter le fait que la correspondance avec la famille africaine est bien moins fréquente que pour les PG français en

Allemagne. Enfin, en acceptant en 1943 la proposition allemande de faire garder les *Frontstalags* par des Français, Vichy achève de discréditer les cadres militaires ainsi désignés, qui apparaissent comme des collaborateurs de l'occupant aux yeux des tirailleurs.

Mais l'expérience de la captivité en France est aussi celle de contacts multipliés avec la population française pour ces coloniaux, répartis pour beaucoup dans des *Kommandos* de travail. Elle est solidaire d'eux parce qu'elle les assimile aux PG absents, retenus dans le *Reich* : des dons sont collectés par des œuvres d'entraide dont les assistantes fournissent soutien matériel et moral aux tirailleurs. Des chaînes d'évasion se mettent aussi en place, au sens strict ou grâce à la complicité de médecins militaires aidant leurs patients à simuler l'une des maladies infectieuses susceptibles d'entraîner leur libération.

En 1944, des évasions collectives sont provoquées par les maquis. Julien Fargettas en relève notamment dans l'Ain, la Côte-d'Or, la Gironde, le Loir-et-Cher, la Meurthe-et-Moselle, tout en signalant que, restés anonymes le plus souvent pour leurs libérateurs, le parcours ultérieur des évadés reste encore très difficile à individualiser. Les uns restent cachés, les autres intègrent un maquis où ils peuvent aussi bien se faire remarquer par leur expérience du combat (à Romorantin) ou être plutôt affectés à la logistique (maquis de Domgermain). À la Libération, certains groupes défilent à Romans, à Lyon, à Rennes, dans d'autres villes sans doute, partageant ainsi avec les FFI la fierté de la liberté reconquise.

Le choc des démobilisations

Après avoir subi le mépris des Allemands et le manque de considération des autorités françaises de Vichy, les anciens PG coloniaux sont particulièrement choqués de l'attitude à leur égard du Gouvernement provisoire après la Libération : on leur signifie qu'ils ne peuvent se faire démobiliser en métropole tout en leur faisant attendre de longs mois le rapatriement en Afrique; leurs conditions de vie sont alors parfois inférieures à celles des *Frontstalags*, et avant l'embarquement les engagements financiers pris en 1938-39 ne sont pas tenus. Or, partagent leur sort les tirailleurs de la 1^{re} armée relevés du front à l'automne 1944. Ceux-ci, séparés de leurs cadres et maintenus dans l'inaction ou des tâches secondaires « *se sentent comme devenus des soldats de seconde zone* » (colonel Rocafort).

Dernier cas : certains PG coloniaux avaient malgré tout été transférés en Allemagne. En mai 1945, un délégué à l'Assemblée consultative provisoire s'alarme : « *plusieurs centaines de prisonniers coloniaux anciennement détenus à Munich sont dirigés sur Fréjus dans des wagons à bestiaux. On n'a donc pas pu leur trouver et leur réserver un wagon à voyageurs. Croyez-vous que les intéressés feront de la bonne propagande pour la France quand ils seront en Afrique ? On s'étonnera après cela de constater des "incidents" outre-mer...* ».

Les « incidents » prennent une forme tragique à Thiaroye en novembre 1944, mais d'autres éclatent à partir du même mois en France même : en novembre 1944 (à Morlaix, Hyères, Giens),

en décembre (à Versailles, Sète), en août 1945 (Fréjus). Les mêmes causes avaient déjà provoqué une révolte de démobilisables à Kindia (Guinée) en novembre 1940. Le plus frappant est de constater la similarité des réactions des autorités françaises, militaires et civiles, en 1940 et en 1944 : dans les deux cas, *avant* la révolte certains protagonistes semblent conscients de la légitimité des attentes des tirailleurs et émettent des instructions pour tenter de les satisfaire ou des rapports pour alerter sur les risques, mais dès son déclenchement reviennent d'autres explications : médiocrité de l'encadrement et influence de la propagande anti-coloniale subie pendant le séjour en métropole (qu'elle soit communiste ou, pour les PG, allemande).

En fait, totalement fantasmatique, cette obsession de la propagande révèle en creux la peur de toute évolution de l'ordre colonial. *In fine*, le nouvel état d'esprit des tirailleurs est jugé à l'aune de la « contamination » qu'il risquerait d'amener dans l'ensemble de la population noire. Le grand mérite de Julien Fargettas est cependant d'éviter le piège de la grille de lecture unique par la « domination coloniale » et de rappeler que ses protagonistes appartiennent aussi à une « société militaire » où préjugés et volonté de contrôle existent aussi à l'égard des recrues métropolitaines.

Reste ainsi ouverte la question de savoir si les tirailleurs sont concernés de quelque manière par « l'esprit *Free French* », que décèle Jean-Louis Muracciole dans la proximité particulière entre officiers et soldats européens chez les FFL : dans les archives du Bataillon de Marche n° 4 celui-ci relève plutôt chez les FFL la persistance des discriminations entre Européens et Africains, qu'on nourrit parfois seulement de thé, qui meurent bien plus souvent de maladies, dont les prénoms ne sont jamais notés dans les registres ⁽²⁾.

C'est justement par ce prisme de la comparaison entre soldats métropolitains et coloniaux sur une longue durée qu'une analyse des comportements au front et à l'arrière et de leur représentation dans les sources écrites et orales pourra dépasser les stéréotypes : l'attachement superstitieux aux gris-gris, l'alcoolisme, les « trophées » prélevés sur les cadavres ne sont évidemment pas le propre des troupes africaines, mais leur signalement n'est pas non plus réservé à celles-ci. Dans les comportements comme dans les représentations qui prétendaient à l'époque en rendre compte, démêler la part des conditionnements de tout type est un enjeu majeur des futures études sur ces oubliés de notre histoire militaire, d'autant plus difficile à relever qu'il supposera de dépasser les seules sources métropolitaines pour prendre en compte les logiques des sociétés d'origine. ●

Bruno Leroux

(1) Cf. Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre résistance*, Tallandier, 2010, p. 64. Centré sur une sociologie des FFL européens pour des raisons de cohérence et de sources, ce livre contient cependant des éclairages importants sur les tirailleurs africains et autres soldats coloniaux (p 30-31, 60-64, 237-239), auxquels un 2^e volume doit être consacré.

(2) *Ibidem*, p. 239.

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

MER ŒUVRE POUR LE CNRD

Lors d'un voyage pédagogique à Paris qu'elle a organisé les 8 et 9 mars dans le cadre du CNRD, **Patricia Arzel-Mazet**, professeur au collège des Rhuys à Sarzeau (Morbihan) et déléguée de MER pour ce département a permis à ses élèves de classe de troisième de rencontrer, salle des Bleuets de l'ONAC sis en l'Hôtel national des Invalides, deux résistants déportés : **Francine Christophe** et **François Perrot**.

**Impressions d'élèves
venus écouter deux belles leçons de vie :**



Francine Christophe avec les élèves du collège des Rhuys à Sarzeau.

Photo Patricia Arzel-Mazet

Chère Madame Christophe

«votre joie de vivre et votre gaieté m'ont époustoufflée» (Célia)
 « ce témoignage, très intéressant, m'a beaucoup apporté (...) le message que je retiendrai est d'aimer la vie » (Philippine)
 « merci pour ce témoignage très intéressant (...) et qui je pense va beaucoup nous aider pour le concours de la Résistance » (Dorianne)
 « j'ai surtout retenu qu'il faut profiter de la vie et ne pas se laisser abattre » (Vickie)
 « Vous nous avez énormément touchés car ce que vous nous avez raconté est malheureusement arrivé » (Manon)
 « j'aimerais d'abord vous remercier pour avoir accepté de nous rencontrer : c'est une expérience incroyable que tous les jeunes de notre âge n'ont pas la chance de vivre » (Erwan)

Cher Monsieur Perrot

«vous m'avez beaucoup apporté pour mon travail dans le cadre du concours» (Kéo)
 «votre vie de déporté a été très dure. Votre engagement n'a pas été inutile» (Jean)
 «je vous remercie de nous avoir raconté une partie de votre vie (...) ces récits me fascinent et enrichissent ma curiosité» (Océane B.)
 «vous nous avez donné plein d'exemples de résistances dans les camps» (Océane)



François Perrot entouré par les collégiens de Sarzeau.

Photo Patricia Arzel-Mazet

CONFÉRENCE DU PROFESSEUR ANTOINE PROST SUR RENÉ CASSIN

Très didactique exposé délivré par le **professeur Antoine Prost**, le mercredi 7 juin, invité, dans les salons de la Fondation de la Résistance et de la Déportation, à parler de **René Cassin** dont il vient d'écrire avec le professeur Jay Winter la biographie⁽¹⁾. Ce juriste a occupé de prestigieuses et importantes fonctions : élu de la France à la Société des Nations (SDN) pendant 14 ans de 1924 à 1938, compagnon du général de Gaulle en 1940, vice-président du Conseil d'État, président du Conseil d'administration de l'ENA, membre du Conseil Constitutionnel, président de la Cour européenne des droits de l'Homme, Prix Nobel de la paix en 1968. **René Cassin**, « aujourd'hui bien oublié ? (...) y compris parmi des juristes qui lui doivent tant ? » s'est interrogé **Antoine Prost** et d'ajouter : « Comme quoi les notoriétés officielles ne résistent pas longtemps à l'usure du temps ! ». **René Cassin** vécut « plusieurs vies successives et parfois parallèles » marquées par les deux grands conflits du vingtième siècle qui pèseront dans son héritage juridique dans le même sens : « celui de la conjonction entre les droits de l'Homme et par là même pour la Paix ; c'est-à-dire entre l'esprit de Genève et l'esprit des droits de l'Homme ». Conjonction, d'où naîtra une organisation internationale et plus tard une mystique qui resurgira au milieu des années des années 70 dans les Organisations non gouvernementales, les ONG, comme Amnesty internationale, qui feront avancer les droits de l'Homme et d'une certaine manière ont pris la relève de la première génération des droits de l'Homme. Puis, le **professeur Prost** a déroulé les différentes étapes des « vies successives » du futur Prix Nobel de la Paix en s'attachant à souligner leur cohérence. Cohérence entre sa vie de grand blessé « bouleversé dans son corps » et l'abnégation avec laquelle il militera et mobilisera ses compétences à la cause des victimes de guerre. Cohérence aussi de l'ancien combattant qui voit « devant la montée des régimes autoritaires se fissurer la SDN incapable de combattre le danger qu'il dénonce ». Cohérence enfin, du républicain « dont le patriotisme est celui d'un soldat de la Grande Guerre », qui ne peut que refuser l'armistice de juin 40 et rejoindre Charles de Gaulle dont il sera le juriste au sein de la France Libre et deviendra l'un de ses principaux conseillers, seul civil du Conseil de défense de l'Empire. Après 1945, une autre vie commence pour **René Cassin** comme l'un des principaux rédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1948 et de la Constitution de la V^e République. Nouvelle vie jalonnée d'honneur qui le verra entrer au Conseil constitutionnel, à la présidence de la Cour européenne des droits de l'Homme et enfin recevoir le Prix Nobel de la Paix en 1968. ●



Photo Marc Finkelstein

Jean Novosseloff

(1) Antoine Prost et Jay Winter, *René Cassin*, Fayard, 2011, 444 p.

On retrouvera le compte rendu du livre sur le site www.memoresist.org à la rubrique

« Nous avons lu pour vous ».

NOUVEAU

Des documents pédagogiques, réalisés par la Fondation de la Résistance, accompagnant le DVD réf. C1 *La République résistante* sont consultables sur les sites www.memoresist.org à la page « documents » et sur celui du site du Musée de la Résistance en ligne. D'autres fiches concernant la collection des DVD de MER seront publiées et mises en ligne à l'occasion du prochain CNRD 2012-2013. Ces DVD sont envoyés gratuitement, en port dû et sur demande, aux enseignants.



Photo MER

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE MER: MERCREDI 4 AVRIL 2012

L'Assemblée générale annuelle de MER s'est tenue le mercredi 4 avril, avec le matin la réunion des délégués venus de province.

À l'ouverture de la réunion, **Jean-Pierre Levert**, nouveau président de MER, a évoqué les objectifs qu'il assignait à l'association et donné de manière très pédagogique les pistes à suivre pour les atteindre. Puis, à tour de rôle, les délégués présents ont fait le point de leurs activités tant au niveau du CNRD qu'au niveau des différentes manifestations mémorielles passées, en cours et à venir. Le consensus général qui se dégage de cette matinée est que le développement et la croissance de MER passent en grande partie par la promotion du CNRD grâce aux rencontres pédagogiques et intergénérationnelles organisées, les DVD édités et le contenu du site Internet de l'association : www.memoresist.org. Le directeur général de la Fondation de la Résistance **Victor Convert** a évoqué les changements intervenus à la Fondation (intégration de l'AERI) et souligné l'apport et le support que représente la Fondation de la Résistance pour MER, puis il a évoqué le programme des journées annuelles de la Fondation de la Résistance qui cette année, auront un caractère plus pédagogique tout en continuant de s'adresser à l'ensemble des adhérents de MER et du réseau du département AERI comme à toute personne intéressée par l'histoire de la Résistance.



Tristesse... Monsieur Aubrac, nous ne vous verrons plus comme chaque année à nos Rencontres et Dédicaces.

Photo Marc Fineltin

L'après-midi, l'Assemblée générale présidée par **Jean-Pierre Levert** s'est tenue en présence de 128 adhérents présents ou représentés dont les administrateurs suivants : **Mmes Jeannine Calba** et **Danièle Lecoq** ainsi que **MM Michel Ambault, François Archambault, Robert Badinier, François-René Cristiani-Fassin, Marc Fineltin, François Fouré, Thierry Jallerat, Michel Morin, Jean Novosseloff** et **Jean-Pierre Renouard**. À l'unanimité les adhérents présents ou représentés ont donné *quitus* au Conseil d'administration pour le rapport moral, le rapport financier et les quatre résolutions présentées. ●

Jean Novosseloff

CÉRÉMONIE À LA MÉMOIRE DES ÉTUDIANTS RÉSISTANTS

Comme tous les ans, Mémoire et Espoirs de la Résistance a convié tous ses adhérents et amis résistants à un hommage à la mémoire des étudiants et lycéens tués par les nazis aux pieds de la statue de Watkin dans le jardin du Luxembourg. Cette émouvante et très ensoleillée cérémonie s'est déroulée le jeudi 24 mai sous la présidence de **Jean-Pierre Bel**, président du Sénat, accompagné de **Bariza Khiari**, vice-présidente du Sénat.

De nombreuses personnalités étaient présentes, entre autres **Patrick Gérard**, recteur de l'académie de Paris et chancelier des universités, **Jacques Vistel**, président de la Fondation de la Résistance, **Jean-Pierre Levert**, président de l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance, **François Archambault, Jean-Marie Delabre**, secrétaire général et vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance, **Marcjanna Marcinkowski-Couturier**, présidente de Libération-Nord ainsi que **Louis Cortot**, compagnon de la Libération. Plus d'une centaine d'élèves des collèges Pierre Alviset, Buffon et Voltaire, accompagnés par leurs principaux et professeurs, ont interprété le *Chant des Partisans* et la *Marseillaise*, récité des poèmes et lu les dernières lettres avant d'être fusillés de Jacques Baudry et de Pierre Grelot.

Puis **Jean-Marie Delabre** a conclu son hommage aux jeunes résistants, dont Pierre Alviset par ces



Photos Sénat Sénat/CL



- 1 – Personnalités, élèves, participants et porte-drapeau auprès du monument, œuvre du sculpteur Watkin.
- 2 – Les élèves interprètent *La Marseillaise*.
- 3 – Les personnalités.
- 4 – L'allocation de Jean-Marie Delabre, vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance.

mots « ils ont montré comment la jeunesse peut-être, en tout temps une force de refus de l'inacceptable et un dispensateur d'aide et d'amour surtout pour tous ceux qui souffrent. ».

Gageons que l'an prochain, cette cérémonie sera une fois encore une réussite dans un esprit

républicain de travail de mémoire qui renforce le lien intergénérationnel indispensable à la vie de notre société française de Libertés et de Devoir. ●

François Fouré
Secrétaire général adjoint de MER

Rendez-vous de MER à ne pas manquer

► **Mardi 27 novembre 2012 après-midi dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne à Paris** : présentation du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2012-2013 sur le thème : « Communiquer pour résister (1940-1945) ». Sur réservation uniquement. ●

MER

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » ! Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

- Chèque à libeller à Mémoire et Espoirs de la Résistance, Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Courriel : memoresist@m-e-r.org
- site internet : www.memoresist.org
- Tél. : 01 45 66 92 32 et 01 45 66 44 70

VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Des résistants polonais en Vercors. La saga du lycée polonais Cyprian-Norwid. Villars-de-Lans, 1940-1946.
Association Mémoire du lycée polonais Cyprian-Norwid.
Presses universitaires de Grenoble, 175 p., 19,95 €.

Grenoble, de l'occupation à la Liberté (roman historique).
Imre Bóc.
Traduit du hongrois par l'auteur
Préface de Claude Collin, université Stendhal, Grenoble.
Presses universitaires de Grenoble, 238 p., 19,90 €.

Combattant de la France Libre. Témoignage.
Jean-Mathieu Boris.
Préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac.
Perrin, 220 p., 19 €.

Fureur (roman).
Chochana Boukhobza.
Éditions Denoël, 410 p., 20 €.

Histoire des Justes en France.
Patrick Cabanel.
Armand Colin, 414 p., 27,50 €.

Lycéen sous l'occupation. Souvenirs de jeunesse et des années noires.
Gérard Chatelier.
Les dossiers d'Aquitaine, coll. «Mémoires de France», 176 p., 15 €.
On peut se procurer l'ouvrage chez l'auteur: Dr Gérard Chatelier
488, avenue Cronstadt
40000 Mont-de-Marsan
Tél. 05 58 75 09 80.

Graffiti de résistants sur les murs du fort de Romainville, 1940-1944.
Thomas Fontaine, Sylvie Zaidman et Joël Clesse.
Préface de Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS.
Co édition Libel (0472169372) et département de Seine-Saint-Denis, 160 p., 25 €.

Vichy en Aquitaine.
Sous la direction de Jean-Pierre Koscielniak et Philippe Souleau.
Préface de Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS.
Les éditions de l'Atelier, 438 p., 30 €.

Les tirailleurs sénégalais. Les soldats noirs entre légendes et réalités. 1939-1945.

Julien Fargettas.
Éditions Tallandier, 382 p., 21,90 €.

Le théâtre de l'occupation. Journal 1939-1944.
César Faux Bras (Gaston Sterckeman).
Texte établi et annoté par Anthony Freestone.
Édition Allia, 224 p., 9,20 €.

Pierre Bockel. L'aumônier de la Liberté.
Daniel Froville.
La Nuée Bleue, 320 p., 22 €.

La France du marché noir 1940-1949 (version poche d'un livre déjà paru en 2008).
Fabrice Grenard.
Petite Bibliothèque Payot, 431 p., 10,50 €.

Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'occupation à la guerre froide.
Fabrice Grenard.
Payot, 294 p., 23 €.

La colonie des enfants d'Izieu. 1943-1944.
Fondation pour la Mémoire de la Shoah et la Maison d'Izieu.
Préface d'Hélène Waysbord, présidente de la Maison d'Izieu.
Éditions Libel, 152 p., 20 €.
Des enfants de la colonie d'Izieu raflés le 6 avril 1944 par la Gestapo de Lyon et l'armée allemande nous restent des lettres, des dessins et un ensemble de photographies réunies pour la première fois dans ce livre qui offre des explications très précises pour chacun des documents.

Vél'd'Hiv. 16 juillet 1942.
Alain Vincenot.
Préface de Serge Klarsfeld.
Éditions Archipel, 264 p., 19,95 €.

Le numéro (bande dessinée, rééd.).
Jean-Pierre Vittori (texte) et Manuel Gracia (dessins).
Fédération nationale des Déportés

et Internés, Résistants et Patriotes, 64 p., 12,50 €.

Résistantes.
Corinna Von List.
Traduit de l'allemand par Solveig Kahnt.
Éditeur Alma, 377 p., 22 €.

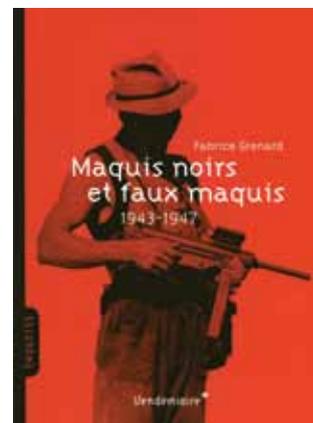
À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».

Maquis noirs et faux maquis 1943-1947.
Fabrice Grenard
Éditions Vendémiaire, 2011, 190 p., 18 €.

Si dans leur très grande majorité «des gars du maquis» ont écrit quelques-unes des belles et glorieuses pages de la Résistance française, certains, par leur conduite, ont terni la légende dorée des maquis en particulier pendant «les temps troubles» qui précédèrent la fin de l'Occupation et l'effondrement du régime de Vichy. Quelques criminels sous couvert d'actions patriotiques se sont ainsi livrés à des pillages, des vols et des *rackets* donnant naissance à d'incontrôlables maquis sans rapport avec la Résistance. Dans *Maquis noirs et faux maquis 1943-1947*, ouvrage paru aux éditions Vendémiaire, l'historien Fabrice Grenard s'essaye dans un contexte difficile à distinguer les vrais des faux maquis, phénomène que la Résistance s'efforça toujours de combattre mais qui marqua de manière importante les esprits dans certaines régions au moment de la Libération.

Au cours de l'année 1943 dans les régions rurales, souvent montagneuses ou forestières, de premiers maquis apparaissent composés de gens pourchassés par le régime de Vichy et les autorités allemandes: Juifs, communistes, républicains, espagnols, Allemands antinazis, antifascistes étrangers... Après l'échec de la politique de relèvement de Laval en 1942 et la loi de février 1943 sur le STO, entrent en clandestinité des milliers de réfractaires prenant en quelque sorte les responsabilités des maquis de court; en particulier pour le ravitaillement, l'équipement et le logement des hommes.



Certes les polices de Vichy et de l'occupant s'opposèrent aux «*requêtes du maquis*», parfois forcées, qui se faisaient le plus souvent au détriment des services de Vichy – comme les Chantiers de jeunesse – mais avec le consentement tacite et la complicité des populations rurales acquise aux résistants. Pour éviter les illégalités et conscient des dérives possibles Michel Brault *alias* Jérôme – premier chef national des maquis – éditée en mai 1943 une charte du maquisard. Entre le printemps et l'été 1944 on assiste à une recrudescence significative de bandes armées – sans aucun lien avec la Résistance organisée – se livrant à des pillages, des crimes de droit commun, sous couvert parfois d'une façade patriotique favorisant ainsi la confusion avec la vraie Résistance. Toutes les régions de France furent concernées par ces faux maquis, phénomène exogène à la Résistance et dont les différentes sources auxquelles l'auteur a pu avoir accès ne laissent aucune ambiguïté sur la nature criminelle de ces actes. Pour la Résistance ce fut un véritable défi que de remettre dans le droit chemin ces faux maquisards et de distinguer les faux des vrais maquis. D'autant ajoute l'auteur que quelques maquis furent infiltrés par des miliciens et des agents provocateurs au service de Vichy et de l'occupant qui réussirent bien souvent à les discréditer et les décimèrent en règle générale d'atroce manière. Au travers de quelques usurpateurs au passé trouble comme celui des Lecoz, Bayard, et d'autres encore «à la gâchette facile» l'historien montre toute la difficulté de cerner cette zone sombre où s'entremêlent rivalités territoriales et politiques, imprudences et rapines. De nombreux départements, à l'automne 1944, dans un contexte de pénurie généralisée où l'ordre tardait à revenir furent victimes de ces faux résistants. La vraie Résistance, loin de faire preuve de passivité comme certains ont pu le prétendre, combattit et sanctionna ces dérives qui salissaient «les gars du Maquis». ●

Jean Novosseloff

► Suite de la page 9

L'opération « Valeurs de la Résistance, valeurs des jeunes aujourd'hui » s'est poursuivie cette année : 67 classes participent à l'opération, dont un grand nombre de classes primaires (CM2). Au début du mois de juin, une centaine de jeunes élèves (essentiellement des élèves de 6^e et une classe de 3^e) sont venus de Dax avec leurs accompagnateurs. Une journée entière a été réservée à la Résistance : le matin, la visite des musées du général Leclerc de Hautecloque et de la Libération de Paris, d'une part, du Musée Jean Moulin, d'autre part, a été très ludique grâce au livret du Parcours enfants, « Allons zenfants », proposé par Christine Lévisse-Touzé, directrice des deux musées. Après un bon pique-nique, la journée s'est poursuivie par une visite du Mont-Valérien. Mi-juin, une soixantaine de jeunes sont venus de Château-Thierry pour lesquels une réunion-débat a été organisée dans les locaux de la Fondation de la Résistance.

La campagne nationale de CD-Roms « Histoire en mémoire 1939-1945 » se poursuit. Le CD-Rom *La Résistance en Savoie* sera édité dans le courant de l'été. Il comprend plus de 700 fiches, plus de 2100 médias (dont 32 séquences vidéo), 5000 références archivistiques et bibliographiques et une base nominative de plus de 6000 résistants.

Le CD-Rom *La Résistance polonaise en France*, piloté par Jean Medrala, est en cours de finalisation. Il comprend plus de 660 fiches et plus de 900 médias, dont deux films d'époque sur l'armée polonaise en France en 1940. ●



Photos Georges Bouillier/SNAPP reportages.

LA FONDATION COMMÉMORE LE 27 MAI 1943

Le 27 mai dernier, pour commémorer l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil National de la Résistance, Jacques Vistel, président de la Fondation de la Résistance, a présidé une cérémonie au monument Jean Moulin, situé en bas des Champs-Élysées, où la Fondation organise, chaque année, une commémoration très sobre, à laquelle l'ANACR est associée, marquée uniquement par un dépôt de gerbe qui précède la cérémonie traditionnelle sous l'Arc de Triomphe.

Jacques Vistel s'est ensuite rendu sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu.

Cette année, René Joffrès, président du Comité d'Animation et de Suivi de la Fondation et président de l'Union départementale des Combattants Volontaires de la Résistance du Maine-et-Loire, accompagné d'une délégation d'Angers composée de 35 élèves de l'école élémentaire Victor Hugo de cette ville encadrés par des membres de l'équipe éducative ainsi que de 14 membres d'associations d'Anciens combattants et d'associations de mémoire liées à la Résistance et de la Déportation d'Angers, a pu ainsi partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation.

Avant la cérémonie cette délégation d'Angers a visité plusieurs espaces du musée de l'Armée situés en l'Hôtel national des Invalides.

Lors de cette cérémonie, la Fondation a présenté 7 drapeaux qui lui ont été confiés par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution.



HOMMAGE À PIERRE SUDREAU

Une cérémonie d'hommage à la mémoire de Pierre Sudreau a été organisée par la Fondation de la Résistance le jeudi 29 mars 2012 en après-midi dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale (Paris 7^e). Résistant-déporté, « grand commis » de l'État sous la IV^e République, ministre du général de Gaulle de 1958 à 1962, président de la Fédération des Industries ferroviaires, Pierre Sudreau a été président de la Fondation de la Résistance de 2006 à 2009 puis son président d'honneur jusqu'à sa disparition survenue le 22 janvier dernier. Vous pouvez retrouver les textes des différents hommages sur notre site Internet : www.fondationresistance.org.

DIDIER LAFFEACH NOUS A QUITTÉS

Né le 6 mai 1927, à Bourseul (Côtes d'Armor), Didier Laffeach a 13 ans lorsqu'il assiste la rage au cœur à l'effondrement de l'Armée française et qu'il voit avec effroi les panzers allemands déferler sur la Bretagne. Souhaitant ardemment agir contre l'occupant, Didier Laffeach se rapproche des militants communistes et notamment du commandant Cochenil, chef de l'inter-secteur des Côtes d'Armor.

Fiché comme hostile à la Révolution Nationale, le 15 mars 1944, il fait l'objet d'une mesure d'éloignement et se retrouve assigné à résidence dans le Maine-et-Loire qu'il parvient à quitter rapidement pour regagner à pied, par étapes successives, sa terre natale.

Se sachant toujours recherché, il reste camouflé dans sa famille à Jugon (Côtes d'Armor) mais poursuit malgré tout son action clandestine notamment en distribuant des tracts, en collant des affiches mais également en devenant agent de liaison. Perché sur son vélo, il sillonne ainsi la zone de Loudéac, Pléneuf, Dinan... Après le débarquement de Normandie, toujours en relation avec les hommes de « l'inter-secteur des Côtes d'Armor », il participe aux récupérations des parachutages et aux transports d'armes. Le 30 octobre 1944, il est libéré de ses « obligations militaires » et reprend ses études interrompu par son engagement dans la Résistance.

En 1958, il rejoint le département de l'Eure comme directeur du Foyer de l'Enfance. Puis, il enseigne dans différents collèges avant de prendre sa retraite en 1983. Dès cette époque, il va s'investir encore d'avantage auprès de la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance jusqu'à organiser en octobre 2002, le Congrès annuel qui se déroulera à Evreux.

Président du Comité d'animation et de suivi de la Fondation de la Résistance (2006-2010), président de l'Union départementale des Combattants Volontaires de la Résistance de l'Eure, vice-président de



Oyonnax, le 17 octobre 2009. Didier Laffeach lors des Journées annuelles de la Fondation de la Résistance dans l'Ain.

Photo Frantz Malassis

l'ONACVG de l'Eure, Didier Laffeach s'est consacré avec dévouement à ses camarades de Résistance avant de s'éteindre le 27 avril 2012 à Saint Sébastien de Morcent (Eure) commune dont il fut le maire de 1989 à 2001.

Chevalier de la Légion d'honneur, Commandeur des Palmes académiques, Didier Laffeach était titulaire de la croix du Combattant volontaire 1939-1945 et de la croix du Combattant volontaire de la Résistance.

Le 30 avril 2012, à l'occasion de la cérémonie d'adieu, René Joffrès, président de l'UDCVR du Maine-et-Loire et président du comité d'animation et de suivi de la Fondation de la Résistance, après avoir retracé le parcours de Didier Laffeach acheva son hommage par ses mots qui nous engagent : « *Didier Laffeach ajoute son nom à la longue liste des "Soutiers de la Gloire" disparus, gardons en mémoire son combat intransigeant pour la Liberté, combat qui fait l'objet de notre constante vigilance.* » ●

*Frantz Malassis
À partir des informations transmises
par René Joffrès et Pierrette Greffier*

Les journées annuelles de la Fondation de la Résistance dans le Nord-Pas-de-Calais

Cette année la Fondation propose à tous ceux qui s'intéressent à ses activités une nouvelle formule de ses Journées annuelles, s'adressant à toutes les générations de passionnés de l'histoire de la Résistance.

En partenariat avec le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, la Fondation est heureuse de proposer les 14 et 15 novembre 2012 la découverte d'une région pionnière de la Résistance à travers ses musées, ses lieux de mémoire, les témoignages de ses grandes figures, avec l'appui de chercheurs qui feront bénéficier les participants des acquis des recherches les plus récentes.

Voici un aperçu du programme de ces journées.

MERCREDI 14 NOVEMBRE 2012

Le matin, à Lille, trois visites au choix sont proposées :

- **La maison natale du général de Gaulle** (photo 1), où habitaient ses grands-parents maternels et où il se rendit régulièrement en vacances. Très bien préservée, elle permet de comprendre le lien particulier entretenu entre Charles de Gaulle et sa région natale, qui était aussi celle d'Yvonne Vendroux, sa future épouse.

- **Le musée de la Résistance de Bondues** (photo 2) installé dans l'ancien fort Lobau, haut-lieu de la mémoire du Nord : 68 résistants nordistes y furent fusillés. Le Musée est aujourd'hui un lieu d'histoire vivante et dynamique, tourné vers la recherche grâce à un partenariat avec l'université de Lille 3.

- **Un parcours guidé dans les lieux de «Lille occupé 1940-1944», spécialement conçu par Grégory Célerse**, jeune historien attaché à l'Office du Tourisme et auteur d'un livre sur sa répression de la Résistance dans le Nord.

Le déjeuner et l'après-midi se dérouleront ensuite à Lille, à l'Hôtel de Région avec :

- **Une conférence sur «Les liens entre la France Libre et la Résistance» prononcée par Sébastien Albertelli**. Auteur d'une thèse remarquée sur les services spéciaux de la France libre, soutenue en présence de Daniel Cordier, Stéphane Hessel et Jean-Louis Crémieux-Brilhac, ses travaux sont nourris des archives françaises et anglaises les plus récemment ouvertes.

- **La projection du film «Zone interdite», réalisé en 1992 à la demande de Louis Mexandeau, alors ministre des Anciens Combattants**. Resté inédit, ce film consacré aux résistants nordistes fait revivre les voix de grandes figures aujourd'hui disparues : Roger Pannequin, André Pierrard, quelques-uns des protagonistes de la grande grève des 100 000 mineurs de 1941...

- **La présentation par Jean-Marie Duhamel, journaliste à La Voix du Nord, de la réédition en fac-similé des 66 numéros de La Voix du Nord clandestine**, et de l'histoire mouvementée de sa transformation en quotidien régional après la Libération.

En soirée, les participants pourront rencontrer les conférenciers du jour à l'occasion d'une **réception offerte par le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais**.

JEUDI 15 NOVEMBRE 2012

La matinée sera consacrée à la découverte d'un site extraordinaire : **La Coupole d'Helfaut**, près de Saint-Omer (photos 3 et 4). Avec plus de 100 000 visiteurs annuels, cette ancienne base de lancement de V2 consacrée à l'histoire de l'occupation dans le Nord et à la conquête spatiale est une des plus grandes réussites de muséographie historique des quinze dernières années. La scénographie, prévue dès l'origine pour s'adapter en permanence aux évolutions de la recherche, a été renouvelée en 2010.

La fin du séjour sera consacrée à la **découverte d'Arras**. Après un déjeuner dans un restaurant de la ville et un aperçu des belles façades flamandes de la Grand Place, les participants se rendront à la **citadelle** construite par Vauban. C'est là que furent fusillés 218 résistants, dont de grandes figures : le philosophe Jean Cavailles, le colonel Touny, chef de l'Organisation civile et militaire. Leur histoire et la raison pour laquelle tous ces héros ont été exécutés au même endroit sera retracée à l'occasion d'une visite assurée par des chercheurs locaux.

Ensuite, **un hommage sera rendu à ces résistants** par un dépôt de gerbes et **une cérémonie du souvenir** en présence des anciens résistants et combattants du Nord et du Pas-de-Calais. ●



Droits réservés : Maison natale Charles de Gaulle



Photo Frantz Malassis



Photo Frantz Malassis



© Musée de la Résistance de Bondues